



Rapport de synthèse de l'ensemble de l'étude sur les métiers de la Transition Écologique Juste dans les entreprises ESS des Bouches-du-Rhône

Les éléments clés des 3 phases de l'étude TEJ ESS 13



Cofinancé par
l'Union européenne



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités (DREETS)

Une initiative de la Cress Paca financée par l'Union Européenne

dans le cadre du Fonds de Transition Juste, avec le soutien de la Dreets PACA

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| A. Rappels sur l'étude TEJ dans l'ESS des Bouches-du-Rhône | 4 |
| 1. Champ de l'étude TEJ dans l'ESS du 13 | 4 |
| 2. Entreprises référencées dans Carteco | 4 |
| B. Diagnostic des métiers en tension | 5 |
| 1. Les 24 métiers en tension identifiés | 5 |
| 2. Résumé des enjeux métiers..... | 8 |
| C. Prospective sectorielle et métiers..... | 9 |
| 1. Prospective Bâtiment durable | 9 |
| Résumé prospectif sectoriel | 9 |
| Résumé prospectif des métiers..... | 11 |
| 2. Prospective Économie circulaire | 14 |
| Résumé prospectif sectoriel | 14 |
| Résumé prospectif des métiers..... | 16 |
| 3. Prospective Énergies renouvelables..... | 18 |
| Résumé prospectif sectoriel | 18 |
| Résumé prospectif des métiers..... | 20 |
| D. Préconisations & leviers d'action | 22 |
| 1. Le défi de la compétitivité salariale dans l'ESS : fragilités économiques et stratégies de compensation par le « Mieux-disant social ». | 22 |
| 2. L'exigence de polyvalence dans l'ESS : un enjeu d'articulation entre expertises techniques, managériales, sociales et environnementales..... | 23 |
| 3. La vulnérabilité réglementaire des entreprises de l'ESS : faire face collectivement à la complexité et l'instabilité des dispositifs..... | 25 |
| 4. 9 leviers d'action favorables au développement de l'emploi | 27 |
| E. Annexe : Ensemble des consultations menées | 29 |

Ce document présente les **éléments clés de l'étude-filières menée par la CRESS pour la dynamisation des métiers de la Transition Écologique Juste (TEJ) dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) des Bouches-du-Rhône.**

Financée par l'Union Européenne dans le cadre du Fonds pour une transition juste (FTJ), avec le soutien de la DREETS PACA, cette étude vise à **analyser la situation et les évolutions probables dans les 10 prochaines années des métiers des 3 secteurs du Bâtiment durable, de l'Économie circulaire et des Énergies renouvelables, et à préconiser des actions en faveur du développement de l'emploi.**

Ce rapport synthétise les éléments produits tout au long de l'étude¹ :

- **Diagnostic** des métiers en tension de recrutement, de fidélisation ou de développement des compétences
- **Prospective** sur les 3 secteurs et les 24 métiers identifiés
- **Préconisations** de 9 leviers d'action

Face aux défis structurels de la transition écologique, les entreprises de l'économie sociale et solidaire doivent ériger leurs spécificités en véritables avantages concurrentiels grâce à l'innovation sociale et à la mutualisation.

L'adoption d'une stratégie de « Mieux-disant social », articulée autour de la gouvernance démocratique, de l'amélioration de la qualité de vie au travail et de la coopération entre employeurs, constitue une réponse décisive pour contourner le déficit salarial et fidéliser des talents en quête de sens. Pour l'avenir, la clé de la croissance résidera dans la structuration d'écosystèmes collaboratifs territoriaux capables d'organiser des parcours professionnels inter-filières fluides et inclusifs.

En activant l'ensemble de ces leviers, **l'ESS a l'opportunité stratégique de s'imposer auprès des décideurs publics et privés comme le fer de lance incontournable d'une Transition Écologique Juste, alliant résilience économique, agilité opérationnelle et forte utilité sociale.**

L'équipe de la CRESS remercie tous les participants, entreprises ESS, réseaux et fédérations, partenaires publics et privés, qui ont contribué à la remontée d'information, partagé leur expertise et proposé des pistes de solutions restituées dans ces lignes.

¹ Retrouver l'intégralité des contenus sur la page dédiée : <https://www.cresspaca.org/s-informer/actualites/transition-ecologique/transition-ecologique-zoom-sur-le-projet-tej-ess-13-de-la-cress-provence-alpes-cote-d-azur>

A. Rappels sur l'étude TEJ dans l'ESS des Bouches-du-Rhône

1. Champ de l'étude TEJ dans l'ESS du 13

Sur la base du fichier Insee Sirene, on dénombre 148 entreprises de l'ESS dans les Bouches-du-Rhône ayant une activité relevant des 3 secteurs visés.

| Secteur | Nb de sièges d'entreprises ESS dans le 13 (Sirene) |
|---------------------------|--|
| Bâtiment | 61 |
| Économie circulaire | 78 |
| Énergies renouvelables | 9 |
| Champ global Insee | 148 |

Tableau 1 : Estimation du champ global des entreprises ESS 13 de la TEJ | Source : Observatoire Cress Paca, d'après Insee-Sirene 05/24

Précisions méthodologiques : sont comptées ici

- Bâtiment : les entreprises ayant une activité de formation, conception, construction, rénovation, exploitation ou déconstruction des bâtiments (hors sensibilisation, syndicats de copropriété, protection du patrimoine, associations non classées), sans pouvoir distinguer à ce stade celles qui intègrent les principes du développement durable.
- Économie circulaire : les entreprises ayant une activité de collecte, traitement de déchets, réparation, seconde vie des produits.
- Énergies renouvelables : les entreprises ayant une activité liée à la production d'électricité. Les activités liées au bois et à la gestion des forêts sont exclues.

2. Entreprises référencées dans Carteco

[Carteco](#) est plateforme en ligne de recensement des entreprises ESS œuvrant pour la transition écologique au cœur des territoires. Dans le cadre de ce projet, son rôle est de référencer les entreprises ESS des Bouches-du-Rhône qui œuvrent dans les domaines de la Transition Écologique Juste. Elle contient les secteurs du Bâtiment durable et de Gestion des ressources et déchets. La rubrique Énergies renouvelables est en cours de préparation.

| Secteur | Nb de sièges d'entreprises ESS dans le 13 (Carteco) |
|---|---|
| Bâtiment durable | 25 |
| Gestion des ressources et déchets (Économie circulaire) | 77 |
| Énergies renouvelables (hors carteco) | 4 |
| Référencés dans Carteco | 102 + 4 EnR |

Tableau 2 : Nb entreprises ESS 13 dans la plateforme Carteco | Source : carteco-ess.org 03/26

En comparaison du champ global estimé à partir du fichier Sirene, les structures référencées lors de cette étude représentent 69 % du périmètre existant dans les 3 secteurs de la transition écologique du champ de l'ESS dans les Bouches-du-Rhône.

B. Diagnostic des métiers en tension

Les métiers en tension, c'est-à-dire connaissant des difficultés de recrutement et/ou de fidélisation des salariés et/ou de développement des compétences, remontés du diagnostic sont les suivants.

1. Les 24 métiers en tension identifiés

Voici la liste des métiers déclarés comme en tension d'après les entreprises de l'ESS des Bouches-du-Rhône enquêtées (en avril 2025).

| Bâtiment durable (10) | Économie circulaire (10) | Énergies renouvelables(4) |
|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Chargé(e) d'affaires• Conducteur(trice) de travaux• Chef(e) d'équipe• Technicien(ne) en rénovation énergétique• Technicien(ne) de maintenance• Dessinateur(trice) – Projeteur(euse) BIM• Menuisier(ère) d'atelier• Electricien(ne)• Métallier(ère)• Installateur(trice) sanitaire | <ul style="list-style-type: none">• Encadrant technique (insertion)• Animateur(trice) d'équipe• Responsable qualité• Responsable logistique• Chauffeur(euse) /Livreur(euse)• Opérateur(trice) de tri / Agent valoriste• Réparateur(trice) d'équipements électroniques• Couturier(ère)• Mécanicien(ne) cycles• Guide composteur | <ul style="list-style-type: none">• Chargé(e) d'affaires• Technico-commercial(e)• Responsable projets de production• Opérateur(trice) d'exploitation de centrale |

Concernant ces métiers listés, les problématiques et besoins qui remontent de l'enquête et des études sectorielles sont en résumé :

A. Recrutement : Pénurie de candidatures qualifiées

Une moitié des structures répondantes (≈47 % en moyenne tous niveaux confondus) signalent un manque de candidatures répondant aux exigences techniques et sociales. Cette rareté est aggravée par des ressources financières limitées et une réglementation complexe, qui freinent l'attractivité des postes.

Exemple de métier : Encadrant technique – difficulté à trouver des profils maîtrisant à la fois les process de recyclage et l'accompagnement social des publics.

B. Fidélisation : Turn-over induit par les conditions de travail

Environ 27 % des répondants observent un taux de rotation élevé lié à des rémunérations jugées insuffisantes, à des conditions physiques exigeantes et à un manque de

perspectives d'évolution claires. La fidélisation reste un défi, surtout dans les métiers de terrain.

Exemple de métier : Technicien bâtiment durable – départs fréquents vers des postes mieux rémunérés ou offrant moins de contraintes logistiques.

C. Développement des compétences : Inadéquation formation-besoins de transition

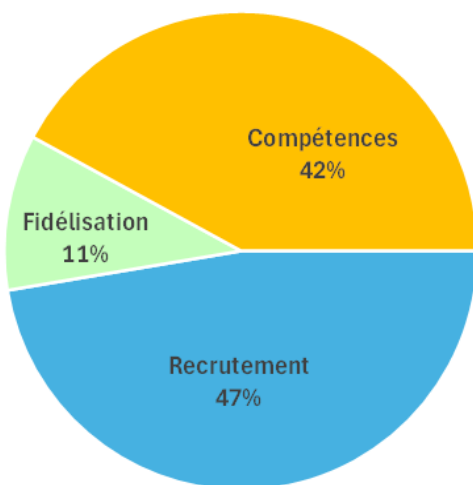
Près de 41 % des structures relèvent un décalage entre l'offre de formation initiale et les compétences désormais requises : maîtrise des outils numériques, compréhension des cycles d'économie circulaire et adaptation aux normes environnementales. Un effort de montée en compétences (up-skilling et re-skilling) apparaît indispensable.

Exemple de métier : Chargé de projet économie circulaire – nécessité de combiner connaissances en gestion de projet, traçabilité numérique et éco-conception.

Le résumé des difficultés liées à l'emploi et aux compétences est donné page suivante.

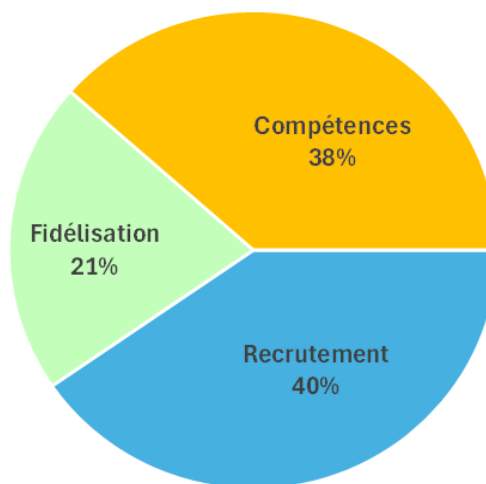
Répartition des besoins RH

Bâtiment durable



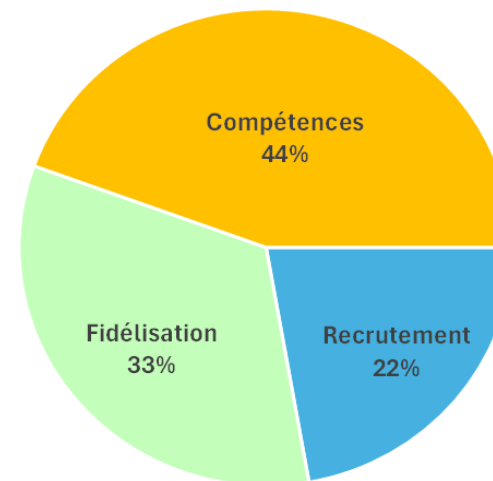
10 métiers | 5 structures

Économie circulaire



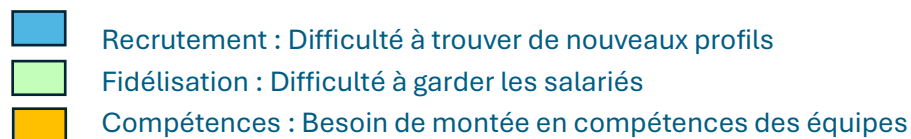
20 métiers | 25 structures

Énergies renouvelables



6 métiers | 4 structures

Lecture : sur l'ensemble des 20 métiers déclarés comme étant en tension par les 25 structures de l'économie circulaire interrogées, 40 % des métiers cités connaissent des difficultés de recrutement.



Nous pouvons également résumer les enjeux métiers qui remontent de l'enquête avec des éléments qui concernent l'ensemble des 3 secteurs étudiés et des éléments spécifiques à chaque secteur.

2. Résumé des enjeux métiers

Les principaux enjeux métiers qui ressortent du diagnostic sont les suivants :

Transversal aux 3 secteurs d'activité

- Niveaux de rémunération souvent moins compétitifs que le marché
- Besoin de profils polyvalents, à la fois managers/encadrants et opérationnels (& intégrant éventuellement des compétences RSE / ESG)
- Attrait du sens écologique et de la qualité de vie au travail comme leviers

Bâtiment durable

- Attractivité faible
- Part relativement importante de l'apprentissage
- Décalage entre les compétences des employés et les attentes des employeurs
- Baisse de motivation des travailleurs les plus jeunes, proportion importante de 50 ans et plus

Économie circulaire

- Attractivité faible et potentiel de développement de l'apprentissage
- Part faible des 29 ans et moins contre proportion importante de 50 ans et plus
- Constante évolution des métiers, retard sur l'adaptation des formations
- Rareté des profils les plus qualifiés

Énergies renouvelables

- Bonne attractivité et niveau moyen d'apprentissage
- Passage d'une dynamique bénévole au salariat / professionnalisation
- Structures de tailles réduites qui peinent à recruter (polyvalence, moyens)

Retrouver le diagnostic complet dans le « Rapport de synthèse sur les métiers et entreprises ESS de la TEJ 13 dans les Bouches-du-Rhône – 26 juin 2026 » et le « Focus territorial sur les besoins en emplois et compétences dans les entreprises ESS de la TEJ dans les Bouches-du-Rhône – 26 juin 2026 » :

<https://www.cresspaca.org/s-informer/actualites/transition-ecologique/transition-ecologique-zoom-sur-le-projet-tej-ess-13-de-la-cress-provence-alpes-cote-d-azur>

C. Prospective sectorielle et métiers

1. Prospective Bâtiment durable

Résumé prospectif sectoriel

Voici une synthèse des facteurs d'évolution du secteur du Bâtiment durable :

1. Le secteur du Bâtiment durable fait face à une **complexité réglementaire croissante** avec le déploiement de cadres majeurs tels que la RE 2020, le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) et la Responsabilité Élargie du Producteur (REP), dont la mise en œuvre opérationnelle reste parfois incertaine. L'enjeu principal réside dans la **pérennité et la stabilité des aides financières**, essentielles pour soutenir la décarbonation malgré des contraintes budgétaires fortes. Pour favoriser une transition réelle, les politiques publiques doivent encourager l'intégration du **coût global (écologique et social)** dans les prix et généraliser l'inclusion de clauses ESG dans la commande publique, tout en adaptant la législation aux nouvelles formes d'habitats alternatifs.
2. L'économie du bâtiment est sous tension en raison du **renchérissement du coût des ressources, de l'énergie et de la construction**, ce qui freine la demande des particuliers pour des rénovations de qualité. L'évolution du modèle repose sur la **structuration de filières locales** performantes, notamment pour le réemploi et les matériaux biosourcés, ce qui nécessite une logistique adaptée et un accès sécurisé au foncier pour le stockage. Le maintien de la viabilité économique dépendra également de la capacité des acteurs à capter des aides européennes et du soutien public pour compenser les surcoûts liés à l'innovation écologique.
3. L'évolution des mentalités, poussée par les manifestations concrètes du changement climatique, peut avoir tendance à favoriser une **meilleure acceptabilité sociale des modes constructifs non traditionnels** et une recherche accrue d'autonomie dans l'habitat. La coopération se manifeste par le développement de la **mutualisation des matériaux et des équipements**, un levier souvent porté par l'Économie Sociale et Solidaire qui agit comme un laboratoire d'expérimentation écologique. Enfin, la reconnaissance des compétences et le regroupement de structures coopératives sont essentiels pour renforcer l'interconnaissance et la visibilité des savoir-faire durables au niveau local.

Les principaux déterminants prospectifs² du secteur du bâtiment durable – selon 5 par thématiques - qui ressortent de la concertation lors de cette étude sont ici classés par ordre décroissant d’influence sur l’évolution du secteur d’après les participants.

1. Environnement & écosystèmes

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|----------------|
| 1. Disponibilité et accès aux matières premières critiques (sable, métaux, bois) | Forte |
| 2. Pratique de la mutualisation des matériaux et des équipements | Moyenne |
| 3. Rôle de l'ESS dans l'expérimentation écologique | Moyenne |
| 4. Adaptation des bâtiments à la hausse des températures (approche passive) | Faible/moyenne |
| 5. Développement des filières de matériaux biosourcés | Faible/moyenne |

2. Politique & Légal

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|----------------|
| 1. Stabilité du cadre réglementaire (RE 2020, DPE, ZAN), des aides financières (MaPrimeRénov') et niveau de contrainte | Forte |
| 2. Mise en œuvre opérationnelle de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) | Forte |
| 3. Inclusion de clauses ESG et sociales dans la commande publique | Moyenne |
| 4. Adaptation du cadre législatif aux habitats légers et alternatifs | Moyenne |
| 5. Planification territoriale via les documents d'urbanisme (SRADDET, PLU) | Faible/moyenne |

3. Économique

| Enjeu prospectif | Influence |
|---|----------------|
| 1. Évolution des coûts de construction, des ressources et de l'énergie | Forte |
| 2. Niveau de la demande des particuliers pour la rénovation qualitative | Forte |
| 3. Durée des procédures administratives et de chiffrage pré-chantier | Moyenne |
| 4. Structuration logistique et foncière des filières locales | Moyenne |
| 5. Accès aux subventions européennes et au soutien public | Faible/moyenne |

² Retrouver d’autres déterminants dans le rapport *Étude prospective sur les besoins des métiers à 10 ans de la Transition Écologique Juste dans les entreprises ESS des Bouches-du-Rhône et Cartographie des pistes d’amélioration* - 12 janvier 2026

4. Social & sociétal

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|----------------|
| 1. Arbitrage des ménages entre aspiration écologique et coût des travaux | Forte |
| 2. Recherche d'autonomie et d'indépendance dans l'habitat | Moyenne |
| 3. Transformation des mentalités face aux manifestations climatiques concrètes | Moyenne |
| 4. Acceptabilité sociale des modes constructifs non traditionnels | Faible/moyenne |
| 5. Influence des mouvements d'habitat alternatif sur les standards | Faible/moyenne |

5. Technologique

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|----------------|
| 1. Qualité de l'exécution de la rénovation | Forte |
| 2. Numérisation du cycle de vie des bâtiments et compétences associées | Forte |
| 3. Recours aux savoir-faire et techniques historiques (ex : chaux, argile) | Moyenne |
| 4. Décarbonation des procédés de construction | Moyenne |
| 5. Gestion technique du bâtiment (domotique) et stockage de l'énergie | Faible/moyenne |

Résumé prospectif des métiers

La transition écologique va fondamentalement modifier la demande de travail et le contenu des métiers du bâtiment durable, avec en particulier une accélération prévue par la massification de la rénovation énergétique.

Ces tendances, partagées et enrichies lors des ateliers du 12/12/2025 et du 20/03/2026, sont résumées pour chacun des 10 métiers en tension identifiés dans le secteur du bâtiment durable.

| Métier | Tendance |
|---|---|
| Chargé(e) d'affaires du bâtiment | Le métier deviendra plus stratégique et technique. Il sera un véritable "ensemblier" de l'offre de travaux dans le cadre de la rénovation énergétique performante. A moyen/long terme, son rôle de conseil et de coordination sera renforcé, nécessitant une polyvalence accrue combinant compétences commerciales, techniques (carbone et énergie), réglementaires et managériales. La gestion de projet en mode collaboratif via des plateformes numériques deviendra la norme. |

| | |
|--|---|
| Chef(fe) d'équipe bâtiment | <p>Le rôle évoluera vers plus de technicité et de responsabilités transversales face aux enjeux écologiques. Le Chef(fe) d'équipe aura un rôle décisif en matière d'organisation, de coordination et d'anticipation sur le terrain. La demande s'intensifiera pour des chef(fe)s d'équipe qualifiés en construction durable et en rénovation énergétique. Ils devront continuer à garantir la qualité des interfaces sur des chantiers complexes.</p> |
| Conducteur(trice) de travaux bâtiment | <p>Mutation vers un rôle de gestionnaire de projet complexe et intégré. L'accent sera mis sur la performance globale (énergétique, carbone, économique). Le métier sera fortement impacté par la digitalisation et la durabilité, qui deviendront la norme. La massification prévue de la rénovation énergétique entraînera un besoin supplémentaire important. Des spécialisations comme "Coordinateur en rénovation énergétique biosourcée" ou "Coordinateur en réemploi des matériaux" émergeront.</p> |
| Dessinateur(trice) – Projeteur(euse) BIM | <p>Le métier va monter en qualification, se rapprochant du chargé d'études techniques, le dessinateur devenant un concepteur et collaborateur du projet. Le BIM continuera d'évoluer vers le BIM 4D, 5D, 6D (durabilité) et 7D (exploitation), élargissant considérablement le champ de compétences.</p> |
| Électricien(ne) | <p>Le métier va s'intensifier vers celui de technicien spécialisé et de conseil. Les besoins électriques augmenteront fortement, tirés par la rénovation / transition énergétique massive. La demande se concentrera sur les systèmes décarbonés (pompes à chaleur), les EnR (photovoltaïque, petit éolien) et les systèmes de gestion intelligente de l'énergie (domotique, bornes de recharge IRVE). La maîtrise des outils numériques et des systèmes connectés deviendra la norme.</p> |
| Installateur(trice) sanitaire (Plombier-Chauffagiste) | <p>Ce métier connaîtra une forte technicisation et spécialisation vers l'efficacité énergétique. L'Installateur(trice) sanitaire deviendra un conseiller technique clé de la rénovation thermique. Son rôle s'étendra au diagnostic et à l'optimisation des systèmes énergétiques. Le besoin en plombiers-chauffagistes devrait connaître la plus forte augmentation tous métiers confondus d'ici 2030, principalement pour l'installation de pompes à chaleur.</p> |

| | |
|---|---|
| Menuisier(ère) d'atelier | <p>Le métier évoluera vers une plus grande technicité et une intégration croissante des enjeux écologiques. La demande se concentrera sur la rénovation énergétique performante. L'utilisation de matériaux biosourcés, géosourcés et de réemploi va se généraliser. Le développement de l'industrialisation et de la préfabrication hors-site modifiera les modes de production en atelier.</p> |
| Métallier(ère) | <p>Le métier sera fortement transformé par la transition écologique. La rénovation deviendra un marché majeur, exigeant des compétences en dépose soignée et adaptation à l'existant. Le métallier(ière) deviendra un acteur clé de l'économie circulaire (réemploi, ouvrages durables). Le recours aux outils numériques et aux machines à commande numérique se développera.</p> |
| Technicien(ne) de maintenance | <p>Évolution vers le rôle de "technicien de la durabilité du bâtiment". La polyvalence de l'agent deviendra à la fois technique et environnementale. Les besoins vont augmenter, tirés par la massification de la rénovation énergétique. La part de diagnostic et de conseil pour l'amélioration de la performance énergétique augmentera, et la dimension numérique (suivi, traçabilité) se renforcera.</p> |
| Technicien(en) en rénovation énergétique | <p>Le métier évoluera vers une plus grande technicité et une vision plus globale. Le technicien deviendra un véritable "ensemblier" de la rénovation, capable d'intégrer des enjeux multiples (énergie, carbone, confort, matériaux, social). La dimension de conseil et d'accompagnement (technique, financier, humain) sera renforcée. L'usage des outils numériques s'étendra pour optimiser les projets. Il devra être capable de réaliser ou de comprendre les diagnostics et les gains liés à la rénovation énergétique, d'assurer le suivi du chantier et la coordination de différents corps de métiers pour atteindre la performance globale, et d'effectuer une veille technologique et sur les aides disponibles</p> |

2. Prospective Économie circulaire

Résumé prospectif sectoriel

Voici une synthèse des facteurs d'évolution du secteur de l'Économie circulaire :

1. L'évolution de l'économie circulaire repose en grande partie sur une transformation du cadre politique et légal, qui doit passer d'une gestion de court terme à une **vision stratégique nationale globale**. Actuellement, le secteur pâtit d'une instabilité réglementaire et d'un manque de sanctions concernant les obligations de tri, ce qui freine l'application de cadres pourtant favorables comme la **loi AGEC**. Beaucoup d'acteurs de l'EC interrogés appellent de leurs vœux un caractère plus contraignant des lois touchant le secteur. Pour soutenir efficacement la filière, les pouvoirs publics doivent également réorienter les aides vers l'**investissement** (achat de machines, foncier) et réformer l'évaluation économique : l'indicateur de performance ne doit plus être le tonnage collecté, mais le **coût global évité** pour la collectivité grâce à la réduction à la source et au réemploi.
2. Sur le plan économique, le secteur fait face à une **dualité persistante avec les modèles linéaires**, ce qui engendre une forte concurrence et des marges réduites. Les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire rencontrent des difficultés de trésorerie pour financer le stockage nécessaire au réemploi, alors même que les **plateformes en ligne** captent les gisements de seconde main de meilleure qualité. Cependant, la **hausse du prix des matières premières** représente une opportunité pour modifier l'équilibre économique en faveur de la réparation et du recyclage. La pérennité des modèles repose désormais sur une **structuration stratégique des filières** et une mutualisation des ressources pour faire face aux coûts de collecte élevés par rapport à la valeur intrinsèque des objets.
3. Enfin, les enjeux sociaux et de coopération soulignent la nécessité de transformer le citoyen en « **consomacteur** » pour contrer l'obsolescence programmée et l'attrait persistant pour le neuf. Cela nécessite un travail de sensibilisation massif et le développement de **systèmes d'autoproduction et de circuits courts** à l'échelle territoriale. La coopération entre acteurs est également technologique : il s'agit de maîtriser le « **phygital** » (combinaison des flux physiques et numériques) et de favoriser le partage de techniques de réparation innovantes. Pour réussir, le secteur doit impliquer les acteurs de terrain dans les décisions politiques afin de garantir une gouvernance partagée et une **gestion stratégique de l'innovation**.

Les principaux déterminants prospectifs³ du secteur de l'économie circulaire – selon 5 par thématiques - qui ressortent de la concertation lors de cette étude sont ici classés par ordre décroissant d'influence sur l'évolution du secteur d'après les participants.

1. Environnement & écosystèmes

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|-----------|
| 1.Disponibilité des ressources naturelles non renouvelables | Forte |
| 2.Fluctuation du prix des matières premières | Forte |
| 3.Augmentation des pollutions (volumes de déchets, qualité des produits). | Forte |
| 4. Évolution des pratiques de consommation des nouvelles générations (surconsommation, revente...) | Moyenne |
| 5.Stratégies de réduction à la source (éco-conception) ou de réemploi | Moyenne |

2. Politique & Légal

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|---------------|
| 1.Niveau de priorité de l'Économie Circulaire dans le débat politique | Forte |
| 2.Caractère contraignant des obligations de tri à la source, et mise en œuvre de sanctions | Forte |
| 3.Stabilité de la réglementation et des soutiens publics (subventions, statuts) | Forte |
| 4.Méthode d'évaluation économique (tonne collectée vs coût global évité) | Moyenne/forte |
| 5.Formation des acteurs publics et techniques aux plus-values de l'ESS | Moyenne/forte |

3. Économique

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|---------------|
| 1.Capacité de trésorerie et d'investissement (stockage, foncier) | Forte |
| 2.Compétitivité du coût du réemploi/réutilisation face au neuf | Forte |
| 3.Investissement des collectivités dans la gestion des déchets | Forte |
| 4.Positionnement face aux plateformes en ligne captant les flux de la 2nde main de qualité | Moyenne/forte |
| 5.Structuration stratégique et mutualisation des filières | Moyenne/forte |

³ Retrouver d'autres déterminants dans le rapport *Étude prospective sur les besoins des métiers à 10 ans de la Transition Écologique Juste dans les entreprises ESS des Bouches-du-Rhône et Cartographie des pistes d'amélioration* - 12 janvier 2026

4. Social & sociétal

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|---------------|
| 1.Perception des consommateurs vis-à-vis des produits reconditionnés | Forte |
| 2.Développement de la conscience citoyenne et du comportement "consomacteur sobre" | Forte |
| 3.Niveau de soutien public au réemploi comparativement au recyclage | Moyenne/forte |
| 4.Influence de l'obsolescence programmée et de la publicité | Moyenne/forte |
| 5.Pratique de l'autoproduction familiale et des circuits courts | Moyenne |

5. Technologique

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|---------------|
| 1.Choix des pièces par les réparateurs (pièces neuves vs reconditionnées) | Forte |
| 2.Maîtrise des outils numériques et du "phygital" (combinaison flux physiques et digital) | Forte |
| 3.Nouvelles techniques de réparation et de traitement des matériaux complexes (ex : batteries) | Forte |
| 4.Stratégie des fabricants pour rendre les produits réutilisables | Moyenne/forte |
| 5.Gouvernance et gestion stratégique de l'innovation | Moyenne |

Résumé prospectif des métiers

L'avenir du secteur de l'économie circulaire sera marqué par une professionnalisation, une technicisation et une hybridation des rôles.

Ces tendances, partagées et enrichies lors des ateliers du 12/12/2025 et du 20/03/2026, sont résumées pour chacun des 10 métiers en tension identifiés dans le secteur de l'économie circulaire.

| Métier | Tendance |
|--|---|
| Animateur(trice) d'équipe | Évolution vers un rôle de "manager-coach". Forte polyvalence (managériale, technique, sociale). Centré sur le développement de l'autonomie et l'animation d'équipes diversifiées. |
| Chauffeur(euse) / Livreur(euse) | Deviens un "opérateur logistique mobile" plus technicisé et "verti". Polyvalence accrue (conduite, logistique, relation client, gestion administrative numérique). Maîtrise de l'éco-conduite et des véhicules à énergies alternatives. Spécialisation en logistique inverse. |

| | |
|---|---|
| Couturier(ière) | Intégration accrue dans le service après-vente des marques. Structuration et massification de l'upcycling. Hybridation des compétences artisanales traditionnelles et numériques (3D, gestion de plateformes SAV). Rôle accru de conseil en durabilité et écoconception. |
| Encadrant(e) technique d'insertion | Poursuite de la professionnalisation et de la technicisation. Maintien d'une dimension d'accompagnement social face à la complexification des publics. Rôle renforcé de formateur (AFEST). |
| Guide Composteur | Forte professionnalisation et reconnaissance accrue. Polyvalence en animation numérique, logistique de proximité (gestion du broyat) et médiation. Essentiel au déploiement des politiques publiques (loi AGECC). |
| Mécanicien(ne) cycles | Forte technicisation, tirée par la généralisation des VAE et du réemploi. Le besoin en compétences duales (mécanique et électronique) devient la norme. |
| Opérateur(trice) de tri / Agent valoriste | Transformation vers un rôle de pilote de ligne automatisée ou d'agent de tri/qualité. Compétences en supervision, réglage, maintenance de premier niveau et polyvalence sur l'ensemble de la chaîne de valorisation. |
| Responsable logistique & Responsable qualité | Montée en gamme stratégique, devenant un pilote de flux d'informations et de performance durable. Maîtrise de l'IA prédictive et de l'automatisation. Compétences sociales pouvant faire la différence. Intégration stratégique des critères ESG. |
| Réparateur(trice) d'équipements électroniques | Mutation vers expertise de la télémaintenance, du diagnostic à distance (notamment par visioconférence) et de l'IoT, tout en devant maîtriser la data et la cybersécurité. La réparation fine au composant regagnera en importance pour satisfaire les exigences de durabilité, ainsi que le conseil RSE visant à éduquer les utilisateurs à la durabilité de leurs appareils |

3. Prospective Énergies renouvelables

Résumé prospectif sectoriel

Voici une synthèse des facteurs d'évolution du secteur des Énergies renouvelables :

1. Le secteur des EnR fait face à une **instabilité réglementaire et stratégique**, marquée par des incertitudes sur la planification nationale et l'arbitrage entre le nucléaire et les énergies renouvelables. L'évolution vers une régulation axée sur les **mécanismes de marché**, au détriment des tarifs garantis, ainsi que les incertitudes dans les systèmes de complément de rémunération, représentent des risques élevés pour les acteurs. Enfin, les structures de l'Économie Sociale et Solidaire sont particulièrement vulnérables à la **complexité administrative** et à la montée d'un climat idéologique parfois hostile aux EnR.
2. La viabilité économique des acteurs, notamment les coopératives citoyennes, est fragilisée par la **volatilité structurelle des prix** de l'électricité et la dépendance aux métaux critiques, dont les coûts augmentent dans un contexte géopolitique tendu. Pour survivre face à la concurrence des grands développeurs, les structures ESS doivent impérativement **diversifier leurs activités et modèles économiques** et accroître leur taille critique. La recherche de financements à l'échelle européenne et le développement de l'innovation frugale apparaissent comme des solutions possibles pour compenser la baisse des aides étatiques et intégrer les coûts spécifiques au fonctionnement coopératif.
3. L'enjeu central dans le champ de l'ESS réside dans la **maîtrise collective et la gouvernance** des projets pour garantir leur acceptabilité locale et un partage équitable de la valeur avec les territoires. La qualité de la **concertation** entre les habitants, les collectivités et les entreprises est indispensable pour surmonter les tensions liées à l'usage des sols (notamment l'agrivoltaïsme) et favoriser le passage à l'acte citoyen, comme l'autoconsommation. Le renforcement de la coopération, via des réseaux ou des partenariats européens, permettrait de mutualiser les compétences et de donner une visibilité accrue aux modèles alternatifs en circuits courts.

Les principaux déterminants prospectifs⁴ du secteur des énergies renouvelables – selon 5 par thématiques - qui ressortent de la concertation lors de cette étude sont ici classés par ordre décroissant d'influence sur l'évolution du secteur d'après les participants.

⁴ Retrouver d'autres déterminants dans le rapport *Étude prospective sur les besoins des métiers à 10 ans de la Transition Écologique Juste dans les entreprises ESS des Bouches-du-Rhône et Cartographie des pistes d'amélioration* - 12 janvier 2026

1. Environnement & écosystèmes

| Enjeu prospectif | Influence |
|---|---------------|
| 1.Structuration de la filière de recyclage et de fin de vie (notamment photovoltaïque) | Forte |
| 2.Occupation des sols par les infrastructures énergétiques | Forte |
| 3.Gestion des externalités des installations EnR sur la biodiversité et les ressources naturelles | Forte |
| 4.Disponibilité des ressources (sable, métaux...) | Moyenne/forte |
| 5.Exposition aux phénomènes météorologiques extrêmes (grêle, orages) | Moyenne |

2. Politique & Légal

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|---------------|
| 1.Stabilité des systèmes d'achat d'électricité renouvelable par les pouvoirs publics | Forte |
| 2.Évolution des mécanismes de régulation (marché vs tarifs garantis) et enjeux géopolitiques | Forte |
| 3.Climat idéologique autour des EnR et du débat public | Moyenne/forte |
| 4.Planification de la politique énergétique nationale et mix électrique (Nucléaire/EnR) | Moyenne |
| 5.Complexité administrative, en particulier pour les structures de l'ESS | Moyenne |

3. Économique

| Enjeu prospectif | Influence |
|---|---------------|
| 1.Volatilité structurelle des prix sur le marché de l'électricité | Forte |
| 2.Financement des infrastructures et coût des métaux critiques | Forte |
| 3.Coopération économique et financements à l'échelle européenne | Moyenne/forte |
| 4.Viabilité des modèles économiques coopératifs (coûts spécifiques au fonctionnement citoyen) | Moyenne |
| 5.Compétitivité face aux grands développeurs (taille critique, capacité financière) | Moyenne |

4. Social & sociétal

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|-----------|
| 1. Passage à l'acte des citoyens en faveur des EnR | Forte |
| 2. Développement de l'autoconsommation (individuelle et collective) | Forte |
| 3. Gouvernance locale et maîtrise collective des projets énergétiques | Forte |
| 4. Partage de la valeur générée avec les territoires et parties-prenantes | Moyenne |
| 5. Acceptabilité locale des nouvelles installations (visuel, conflits d'usage) | Moyenne |

5. Technologique

| Enjeu prospectif | Influence |
|--|---------------|
| 1. Développement du stockage (par batteries ou gravité...) | Forte |
| 2. Intégration des solutions de production en milieu urbain | Forte |
| 3. Demande énergétique du secteur numérique (IA, datacenters) | Forte |
| 4. Diversification des vecteurs (hydrogène vert, réseaux de chaleur) | Moyenne/forte |
| 5. Gains de productivité des technologies matures (éolien, PV) | Faible |

Résumé prospectif des métiers

Les métiers des énergies renouvelables évoluent vers davantage de technicité, de digitalisation et de stratégie, nécessitant une vision systémique des enjeux énergétiques.

Ces tendances, partagées et enrichies lors des ateliers du 12/12/2025 et du 20/03/2026, sont résumées pour chacun des 4 métiers en tension identifiés dans le secteur des énergies renouvelables.

| Métier | Tendance |
|---|--|
| Chargé(e) d'affaires (CA) | Son rôle tend à se transformer en conseiller stratégique global vis-à-vis des clients, au-delà de la simple fourniture technique. Les projets intégreront de plus en plus de technologies diverses (production, stockage, smart grids). |
| Opérateur(trice) Exploitation Centrale (OEC) | Deviens un "technicien augmenté" utilisant des outils numériques avancés pour le pilotage à distance et la maintenance prédictive. La polyvalence (électricité, mécanique, automatisme, numérique) devient la norme. La demande de ces techniciens va progresser pour couvrir les phases d'exploitation/maintenance. |

| | |
|---|--|
| Responsable Projets Production (RPP) | <p>Le métier va connaître une spécialisation croissante par filière (éolien offshore, hydrogène) et une complexification des projets (plus grands, multi-énergies). Le RPP jouera un rôle accru dans la concertation territoriale et la négociation pour assurer l'acceptabilité des projets, un frein majeur du secteur. La gestion des risques sera également intensifiée.</p> |
| Technico-commercial(e) (TC) | <p>Le rôle de conseil et d'expertise prend le pas sur la vente pure. Le TC devient un intégrateur de solutions durables et complexes (production, stockage, gestion intelligente), capable d'argumenter sur des aspects financiers, réglementaires et environnementaux. La dimension de gestion de projet s'intensifie fortement.</p> |

Retrouver les 24 fiches métier et l'« Étude prospective sur les besoins des métiers à 10 ans de la TEJ dans les entreprises ESS des Bouches-du-Rhône – 12 janvier 2026 » :

<https://www.cresspaca.org/s-informer/actualites/transition-ecologique/transition-ecologique-zoom-sur-le-projet-tej-ess-13-de-la-cress-provence-alpes-cote-d-azur>

D. Préconisations & leviers d'action

A l'issu de ce travail d'enquête sur la situation des entreprises de l'économie sociale et solidaire des secteurs du Bâtiment durable, de l'Économie circulaire et des Énergies renouvelables, il ressort 3 facteurs clés transversaux ayant une forte influence sur le développement des métiers et de l'emploi dans ces entreprises.

1. Le défi de la compétitivité salariale dans l'ESS : fragilités économiques et stratégies de compensation par le « Mieux-disant social ».

Au sein des filières de la transition écologique portées par l'économie sociale et solidaire, les entreprises rencontrent des difficultés structurelles pour s'aligner sur les niveaux de salaires pratiqués par le marché privé traditionnel. Ce déficit de compétitivité monétaire constitue un frein majeur à l'attractivité et à la fidélisation des ressources humaines, devenant un enjeu particulièrement critique dans le secteur des Énergies renouvelables où s'exerce une forte concurrence pour capter des profils experts en tension, tels que les ingénieurs, technico-commerciaux ou chargés d'affaires.

Dans le secteur du Bâtiment durable, cette limite salariale se heurte de surcroît à une perception négative persistante liée à la pénibilité physique des métiers de chantier. Parallèlement, dans l'Économie Circulaire, l'attractivité des postes d'opérateurs ou d'agents valoristes requiert inévitablement une revalorisation financière significative.

Ces difficultés de rémunération s'expliquent par la fragilité des modèles économiques des petites structures de l'ESS, qui font face à la fois à un renchérissement des coûts d'exploitation (matériaux, ressources) et à une certaine instabilité des soutiens publics.

Par conséquent, ces organisations manquent souvent de la capacité financière nécessaire pour proposer des temps pleins sur des fonctions spécialisées, ce qui engendre une polyvalence pouvant être excessive des salariés en poste et accroît les risques d'épuisement et de charge mentale.

Résumé des préconisations

Pour pallier la difficulté à rivaliser strictement sur les montants des salaires, les analyses préconisent la construction d'une offre de « Mieux-disant social » ou d'un « package » de rémunération globale, structuré autour de leviers compensatoires.

- **Ingénierie de la mutualisation des emplois :** La solution économique principale réside dans la création de regroupements d'employeurs ou de coopératives de mise à disposition de personnel (de type SCIC) dédiés aux métiers de la transition. Ce mécanisme permet à plusieurs TPE/PME de se partager les coûts salariaux de

profils experts. L'addition de temps partiels contribue ainsi à augmenter le revenu global des salariés, tout en répondant aux besoins de flexibilité des entreprises

- **L'intégration de la gouvernance démocratique dans le « package » de rémunération** : Face à une concurrence salariale agressive, les entreprises de l'ESS doivent miser sur leur « Marque employeur » en répondant à la quête de sens des candidats, sachant que 78 % des jeunes rejettent un emploi dépourvu d'utilité. Il s'agit d'intégrer l'accès à la gouvernance démocratique (sociétariat, participation aux décisions stratégiques et au partage de la valeur) comme une composante à part entière de la rémunération, contrant l'argument du salaire par celui du pouvoir d'agir et de l'intelligence collective.
- **Amélioration concrète des conditions de travail et de la qualité de vie au travail (QVT)** : La limitation salariale doit être compensée par une attention rigoureuse portée à la santé et au bien-être. Cela implique des investissements diagnostiqués pour optimiser l'ergonomie des postes de travail et des véhicules afin de réduire drastiquement la pénibilité physique (notamment dans les secteurs BAT et EC), ainsi que l'instauration d'organisations du travail flexibles incluant des horaires aménagés (comme l'expérimentation de la semaine de 4 jours) et la limitation des astreintes non rémunérées.

2. L'exigence de polyvalence dans l'ESS : un enjeu d'articulation entre expertises techniques, managériales, sociales et environnementales

Les entreprises de l'économie sociale et solidaire opérant dans les secteurs de la transition écologique (Bâtiment durable, Économie circulaire, Énergies renouvelables) font face à un besoin crucial de profils hautement polyvalents. Cette exigence se traduit par la nécessité de combiner une forte technicité inhérente aux métiers avec des capacités managériales, des compétences sociales, ainsi qu'une maîtrise des enjeux de durabilité et de gouvernance. Par exemple, le métier d'encadrant technique d'insertion requiert une « double compétence technique et humaine » indispensable pour transférer un savoir-faire tout en gérant des problématiques sociales complexes telles que la santé mentale ou les addictions. De même, un animateur d'équipe dans l'économie circulaire doit évoluer vers un rôle de « manager-coach » intégrant une polyvalence à la fois managériale, technique et sociale. Dans le bâtiment ou les énergies renouvelables, les chargés d'affaires se voient demander une polyvalence accrue mêlant des compétences techniques spécifiques sur le carbone et l'énergie, la maîtrise de l'analyse de cycle de vie, ainsi que des compétences réglementaires fortes pour coordonner les offres techniques.

Toutefois, cette « polyvalence extrême » exigée par les petites structures génère une forte charge mentale et un risque important d'épuisement professionnel, nuisant ainsi à la fidélisation des talents. Les TPE et PME de l'ESS se heurtent par ailleurs à une fragilité économique et à des modèles qui les empêchent souvent d'embaucher à temps plein ou de rémunérer à des niveaux compétitifs par rapport au marché privé ces profils experts (ingénieurs, technico-commerciaux, chargés de projets). Il peut en résulter une difficulté structurelle à mener de front l'expertise opérationnelle, l'accompagnement humain, le reporting extra-financier et la veille stratégique ou réglementaire.

Résumé des préconisations

Pour répondre à ce besoin de profils multi-compétents tout en préservant la pérennité des structures et la santé des salariés, l'étude dégage plusieurs pistes :

- **Le déploiement de programmes de montées en compétences croisées**
Puisqu'il est ardu de recruter des profils d'emblée complets, il s'avère stratégique d'investir dans l'hybridation des compétences des salariés déjà en poste :
 - *Volet technique et durabilité* : Mettre en œuvre des modules de formation pointus, en situation de travail et mutualisés sur la mesure d'impact carbone (Analyse de Cycle de Vie), les éco-matériaux, ou encore la transition numérique (cyber-sécurité, IA frugale, gestion de données) afin d'outiller les équipes face à la complexification des marchés et des enjeux de durabilité
 - *Volet managérial et social* : Accompagner les encadrants de terrain vers une posture de « manager-coach » via des formations dédiées au management inclusif, à l'intelligence relationnelle et à la gestion de la gouvernance partagée, favorisant ainsi la transmission des savoir-faire
- **Gestion territoriale des carrières** : En complément d'une vigilance sur les risques d'usure professionnelle, le déploiement d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale mutualisée permettrait d'organiser des parcours « passerelles » et des mobilités inter-filières. Cela permet de capitaliser sur la polyvalence acquise par les salariés pour leur offrir des évolutions professionnelles sécurisées, réduisant ainsi la pénibilité physique et le turn-over.

3. La vulnérabilité réglementaire des entreprises de l'ESS : faire face collectivement à la complexité et l'instabilité des dispositifs

Les entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire positionnées sur les secteurs stratégiques de la transition écologique font face à un environnement normatif en mutation constante et à une forte dépendance aux financements publics.

L'instabilité des dispositifs institutionnels et des aides publiques, telle que la variation des compléments de rémunération ou la reconnaissance fluctuante des initiatives citoyennes coopératives dans le secteur des énergies renouvelables, engendre une fragilité économique directe qui pèse sur la capacité d'investissement ou d'action des structures. Parallèlement, l'accès aux marchés, notamment via la commande publique, exige une conformité réglementaire de plus en plus technique (clauses environnementales, circulaires, etc.).

Chaque filière est ainsi soumise à un corpus législatif complexe nécessitant une veille assidue :

- Énergies Renouvelables : Nécessité de maîtriser les politiques énergétiques nationales (comme la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, la loi APER...).
- Économie Circulaire : Obligation de s'approprier les évolutions liées à la loi AGEC (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire) et les mécanismes administratifs des filières à Responsabilité Élargie du Producteur (REP).
- Bâtiment durable : Apparition de nouvelles contraintes autour de la traçabilité des déchets de chantier, du diagnostic PEMD (Produits, Équipements, Matériaux, Déchets) et des dispositifs d'aides tels que MaPrimeRénov'.

Cette inflation normative génère une charge mentale et technique élevée pour les TPE et PME de l'ESS. Ces dernières peinent à dégager le temps et les ressources internes nécessaires pour assumer cette veille stratégique, ce qui limite leur compétitivité face aux acteurs du secteur lucratif traditionnel et menace la pérennité de leurs modèles de développement.

Résumé des préconisations

Pour pallier ces incertitudes et renforcer la résilience des entreprises de l'ESS, plusieurs leviers d'action complémentaires, basés sur la mutualisation et la formation, sont identifiés :

- **Opérationnalisation et mutualisation de la veille réglementaire** : L'enjeu central n'est pas uniquement de s'informer, mais de transformer l'information légale en compétence opérationnelle. L'étude préconise la création d'un "Hub de Décryptage et de Montée en Compétences Réglementaires" (HDMCR). Ce dispositif centraliserait la veille en s'appuyant sur des outils existants (CMA,

Portail PRECI) et produirait des synthèses opérationnelles adaptées aux métiers de l'ESS.

- **Traduction de la réglementation en ingénierie d'affaires :** Pour sécuriser l'accès à la commande publique, il est proposé d'organiser des ateliers pratiques visant à accompagner les entreprises dans la rédaction de leurs mémoires techniques. Ces sessions doivent permettre aux structures de répondre efficacement aux appels d'offres en y intégrant les dernières exigences réglementaires et en valorisant leur différenciation concurrentielle par le biais de la RSE et des clauses environnementales.
- **Montée en compétences techniques ciblées par filière :** Le déploiement de cycles de webinaires-formations trimestriels et de modules certifiants doit permettre d'outiller les salariés sur les nouvelles normes :
 - Maîtrise de l'Analyse de Cycle de Vie (ACV) et des normes ESG.
 - Décryptage de la gestion administrative des filières REP pour l'EC.
 - Formations techniques sur les diagnostics PEMD, les obligations de tri sur chantiers et la mise en œuvre de matériaux bio-sourcés ou issus du réemploi pour le BAT.

4. 9 leviers d'action favorables au développement de l'emploi

Ce chapitre résume les **neuf leviers d'actions opérationnelles** conçues, à l'issue de cette étude, pour répondre aux enjeux de développement de l'emploi, de l'attractivité et des compétences liés à la Transition Écologique Juste au sein de l'Économie Sociale et Solidaire dans les Bouches-du-Rhône.

Ces préconisations ciblent les métiers en tension de trois secteurs étudiés : le Bâtiment durable (BAT), l'Économie circulaire (EC) et les Énergies renouvelables (ENR).

Pensées de manière transversale, ces mesures visent à **outiller les entreprises, les réseaux d'accompagnement et les décideurs territoriaux pour lever les freins structurels au recrutement, stabiliser les modèles économiques et accompagner l'évolution technique des professions.**

Les 9 fiches action proposées

| Fiches action / axes de préconisation | Enjeu(x) concerné(s) | Secteurs |
|--|----------------------------|--------------|
| 1. Attractivité, image et sens au travail | Recrutement | BAT, ENR, EC |
| 2. Diversification des recrutements et inclusion | Recrutement | BAT, EC |
| 3. Rémunération et conditions de travail | Recrutement & Fidélisation | BAT, ENR, EC |
| 4. Mutualisation et écosystèmes collaboratifs | Recrutement & Fidélisation | ENR, EC |
| 5. Gouvernance démocratique et management inclusif | Fidélisation | BAT, ENR, EC |
| 6. Gestion des carrières et évolution professionnelle | Fidélisation | BAT, ENR, EC |
| 7. Montées en compétences | Dév. des compétences | BAT, ENR, EC |
| 8. Veille réglementaire | Dév. des compétences | BAT, ENR, EC |
| 9. Transformation digitale | Dév. des compétences | ENR, EC |

Le panel de solutions s'articule autour de leviers complémentaires qui allient innovation sociale, mutualisation et montée en expertise.

Pour pallier les difficultés de recrutement, les actions misent sur la valorisation de la « marque employeur ESS » (quête de sens, utilité sociale, démocratie interne) et la diversification des viviers par des passerelles inclusives ciblant les publics en insertion et la féminisation des métiers techniques.

La fidélisation des talents et l'amélioration des conditions de travail s'appuient sur l'aménagement de l'ergonomie, la flexibilité, la gestion anticipée des carrières inter-filières et la transition vers un management inclusif.

Afin de consolider la viabilité économique des petites structures, la création d'écosystèmes collaboratifs est fortement encouragée, notamment par la mutualisation des ressources humaines via des regroupements d'acteurs, ainsi que par le partage d'une veille réglementaire spécialisée.

Enfin, pour faire face aux mutations du marché, le plan propose des programmes de formation pointus dédiés aux compétences d'avenir, comme l'analyse de cycle de vie, l'utilisation de matériaux durables, ou encore l'intégration des outils numériques incluant l'intelligence artificielle frugale et la cybersécurité.

Retrouver les 9 fiches actions et l'étude « Préconisations et leviers d'action pour la dynamisation des métiers de la Transition Écologique Juste dans les entreprises ESS des Bouches-du-Rhône - 30 mars 2026 » :

<https://www.cresspaca.org/s-informer/actualites/transition-ecologique/transition-ecologique-zoom-sur-le-projet-tej-ess-13-de-la-cress-provence-alpes-cote-d-azur>

E. Annexe : Ensemble des consultations menées

Ci-dessous l'ensemble des consultations, entretiens, répondants au questionnaire passé et participants aux restitutions-ateliers lors de la réalisation de cette étude.

Phase 1 - Diagnostic

| Modalité | Participants | Date |
|--------------------------------|---|------------|
| Entretien | ENR (Energie Partagée) | 27/02/2025 |
| Entretien | BAT (Fédération Scop BTP) | 11/03/2025 |
| Entretien | EC (Réseau régional ressourceries) | 26/03/2025 |
| Comité de suivi n°1 | DREETS PACA, Région SUD PACA, URSCOP PACAC, Mouvement Associatif, OPCO Constructys, Fédération des Entreprises d'Insertion, Croix-Rouge Insertion | 27/03/2025 |
| Questionnaire | 34 répondants (liste ci-dessous) | Avril 2026 |
| Comité de suivi n°2 | DREETS PACA, URSCOP PACAC, OPCO UNIFORMATION, Fédération des Entreprises d'Insertion, Energie Partagée, APEC, Croix-Rouge Insertion | 16/05/2025 |
| Restitution publique - Atelier | 12 participants (Lemont Tri, UDES PACA Corse, Marsea, Propulse-GDID, Fédération des Scop du Bâtiment, Fédération des Entreprises d'Insertion, Hub du Sud, Enercoop Paca, Marine EI) | 20/06/2025 |

Répondants au questionnaire (avril 2025)

| Nom structure | Commune | Secteur activité | Filière |
|--|---------------------|------------------|--|
| 13 A'TIPIK | Marseille | EC | Textiles |
| AGENCEMENT BS | Marseille | BAT | Rénovation énergétique des bâtiments |
| AREMACS PACA | Marseille | EC | Accompagnement réduction et gestion des déchets, études et formations |
| ARI Les Ateliers de Provence | Carnoux Provence | en BAT | Travaux du 2nd oeuvre (peinture, revêtements sol et murs) et prestation factotum |
| ASM La Fibre Solidaire | Velaux | EC | Valorisation des déchets textiles |
| Association Les Chantiers du Pays de Martigues | Martigues | EC | Réemploi |
| Citoyens de la Terre | Marseille | EC | Animer des réseaux pour pérenniser des démarches EIT |
| Croix Rouge Insertion / Impulse toit | Marseille | EC | Réemploi et réduction des déchets (hors alimentaire) |
| CVE Biogaz | Marseille | ENR | Gestion des déchets organiques et installation de méthaniseurs |
| Eco Cap | Miramas | EC | Collecte de déchets |
| Ecodair Paca | Marseille | EC | Reconditionnement informatique solidaire |
| ELAN Jouques | Jouques | EC | Insertion par l'activité économique dans le cadre d'une activité d'EC |
| Enercoop Paca | Marseille | ENR | Etude et développement de projets de production d'électricité renouvelable |
| EVOLIO PAE | Aubagne | EC | Réemploi des objets, textiles, meubles, vélos, vaisselle, déco et culture |
| GENOM ENERGY | Vitrolles | ENR | Installation de centrales photovoltaïques, boîtier gestion d'énergie et IRVE |
| HUB DU SUD | Marseille | EC | Filière de reconditionnement de matériel informatique |
| IMPACT FOR CHANGE | Marseille | EC | Formations et appui à la création de nouvelles filières |
| JOUGA - LADY COCOTTE | Aix-en-Provence | EC | Fournisseur de jouets d'occasion de qualité pour les distributeurs |
| La Régie Services 13 | Marseille | EC | Insertion par l'activité économique dans le cadre d'une activité d'EC |
| Lemon Tri | Marseille | EC | Gestion des déchets recyclables |
| LES ALCHIMISTES | Marseille | EC | Valorisation des déchets alimentaires en compost |
| LES JARDINS DE L'ESPERANCE | La Ciotat | EC | Education à l'environnement |

| | | | |
|---|-----------|-----|--|
| LVD Environnement | Aubagne | EC | Gestion de déchetteries, collecte, centre de transfert et recyclage de menuiseries |
| MASSILIA SUN SYSTEM | Marseille | ENR | Installation de centrales photovoltaïques et sensibilisation |
| MD Escaliers | Marseille | BAT | Aménagement intérieur et remplacement de fenêtres |
| Propulse - Recyclab | Arles | EC | Menuiserie / fabrique d'objets d'ameublement à partir d'anciens objets et palettes |
| PROVENCE TLC | Vitrolles | EC | Collecte et tri des TLC (Textiles, Linges de maison, Chaussures) |
| Recyclerie Sportive - 3S Séjour Sportif Solidaire | Marseille | EC | Réemploi solidaire de matériel de sport et sensibilisation au réemploi |
| Réseau Régional Ressourceries Recycleries PACA | Martignes | EC | Accompagnement à l'émergence de projet et structuration de filières EC |
| SAS TERRITOIRE | Marseille | BAT | Travaux de métallerie et menuiserie Aluminium |
| Scop CAE | Marseille | BAT | Travaux d'électricité |
| SCOP Terre 2 Mains | Marseille | EC | Compostage de proximité et de territoire |
| Synchronicity | Marseille | EC | Gestion des déchets recyclables/valorisables en milieu urbain |
| TRANS MASSILIA | Marseille | EC | Gestion des déchets |

Phase 2 - Prospective

| Modalité | Participants | Date |
|--------------------------------|--|------------|
| Comité de suivi n°3 | DREETS PACA, Fédération des Scop du Bâtiment, Fédération des Entreprises d'Insertion, Croix-Rouge Insertion | 29/09/2025 |
| Focus groupe | Energies renouvelables (Enercoop Provence-Alpes-Côte d'Azur, Energie Partagée, Genom Energy) | 23/10/2025 |
| Focus groupe | Bâtiment durable (Scop CAE, Bao Formation, Fédération des entreprises d'insertion, Raediviva, Sharewood) | 30/10/2025 |
| Focus groupe | Economie Circulaire (Ninety, Régie Service 13, Recyclerie Sportive, Synchronicity, Reusage, Club Nine, Aremacs, Hub du Sud) | 31/10/2025 |
| Comité de suivi n°4 | DREETS PACA, UDES PACA, Fédération des Scop du Bâtiment, OPCO Uniformation, Fédération des Entreprises d'Insertion | 21/11/2025 |
| Restitution publique - Atelier | 12 participants (Les Alchimistes, Régie Service 13, Bao Formation, RAEDIVIVA, Territoire Métallerie, Impact for change, Demain en main, Energie Partagée, ARI Association, Recyclerie Sportive, Enercoop Paca) | 12/12/2025 |

Phase 3 - Préconisations

| Modalité | Participants | Date |
|--------------------------------|---|------------|
| Comité de suivi n°5 | DREETS | 19/01/2026 |
| Entretien | UDES | 16/02/2026 |
| Entretien | MDE MARSEILLE | 20/02/2026 |
| Comité de suivi n°6 | DREETS PACA, Fédération des Entreprises d'Insertion, Fédération des Scop du BTP, Energie Partagée | 26/02/2026 |
| Entretien | MDE OUEST PROVENCE | 03/03/2026 |
| Entretien | Mouvement associatif | 03/03/2026 |
| Entretien | Chantier Ecole | 03/03/2026 |
| Entretien | OPCO Constructys | 04/03/2026 |
| Entretien | Fédération des Entreprise d'Insertion | 05/03/2026 |
| Entretien | CMAR PACA (Pôle Environnement) | 06/03/2026 |
| Entretien | Fédération des Scop du BTP | 15/03/2026 |
| Entretien | OPCO 2i | 17/03/2026 |
| Restitution publique - Atelier | 13 participants (DREETS PACA, Recyclerie Sportive, Régie Service 13, Fédération des Entreprises d'Insertion, OPCO Constructys, SUEZ Rebond Insertion, LVD Environnement, Maison de l'Emploi Ouest Provence, Provence TLC, COORACE PACA, Citoyens de la Terre) | 20/03/2026 |